

<b>Titre</b>	<b>Nom de la bonne pratique :</b> Programme Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire
<b>Date</b>	<b>Période de conception de la bonne pratique :</b> 04 octobre 2011 à ce jour
<b>Structure</b>	<b>Structure à l'origine de la bonne pratique</b> Présidence de la République de Côte d'Ivoire en collaboration avec la Chaire UNESCO « Eau, Femmes et Pouvoir de Décisions »
<b>Présentation de l'initiative</b>	<p><b>Contexte global et national, justification, théorie du changement, objectifs, stratégies, parties prenantes, partenariats, résultats (escomptés, obtenus), perspectives.</b></p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre du programme présidentiel relatif à l'amélioration de la participation des femmes aux fonctions administratives et électives et dans la perspective de l'atteinte de la parité entre les femmes et les hommes à l'emploi et à la gouvernance telles que recommandées par les instruments juridiques internationaux de promotion du Genre (CEDEF, le Plan d'Action de Beijing 1995, Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité), la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, à travers la Conseillère Spéciale du Président chargée du Genre, a conçu, en partenariat avec la Chaire UNESCO «Eau, Femmes et Pouvoir de Décisions », le programme Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI).</p> <p>Le programme Compendium a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Renforcer la visibilité, la participation et le leadership des femmes dans la gestion des affaires publiques et privées ;</li> <li>(ii) Fournir des informations utiles et en temps opportun pour la prise de décisions concernant la nomination ou la représentation des compétences féminines ;</li> <li>(iii) Identifier les secteurs où les femmes sont sous représentées afin d'inciter à la prise de mesures correctives dans le sens de l'équité et de la justice sociale ;</li> <li>(iv) Favoriser la mise en place d'un réseau solidaire dynamique entre les femmes membres du COFCI.</li> </ul> <p>Sa mise en œuvre contribue significativement à « <b>l'autonomisation de la femme et de la jeune fille</b> ».</p> <p>Le COFCI vise principalement trois cibles majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Les femmes cadres de haut niveau (BAC+4 et plus) avec expériences professionnelles ;</li> <li>(ii) Les jeunes femmes diplômées de niveau BAC+4 et avec moins de 5 années d'expériences professionnelles</li> <li>(iii) Les femmes de tous niveaux (intellectuelles ou non) excellant dans leurs domaines d'activités.</li> </ul> <p>La réussite de l'initiative réside dans la mise en place de stratégies différenciées pour renforcer chaque cible. Ces stratégies répondent à 9 Objectifs du développement Durable sur 17.</p> <p>Lancé officiellement le 04 octobre 2011, le COFCI a abouti à des résultats majeurs en dix années de mise en œuvre, tant en matière d'amélioration du taux de participation des femmes dans les fonctions nominatives et électives, d'autonomisation et</p>

	<p>d'entrepreneuriat féminin, de renforcement des capacités, d'opportunités d'emploi et d'affaires, qu'en matière de promotion des compétences des femmes au niveau du secteur public et privé. De façon spécifique, il s'agit entre autres de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une base de données dynamique interactive de plus de 15 000 femmes inscrites volontairement sur le site web <a href="http://www.competencesfeminines.gouv.ci">www.competencesfeminines.gouv.ci</a> , et qui facilite la disponibilité des informations sur les femmes ;</li> <li>• Un annuaire des femmes ivoiriennes cadres de haut niveau (plus de 1000 femmes) avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique ;</li> <li>• La prise en charge des jeunes filles à travers les forums de leadership organisés chaque année pour la valorisation du leadership féminin à travers des formations spécifiques, le coaching et le développement d'un système de mentorat ;</li> <li>• La nomination de femmes du Compendium au sein de l'administration publique ivoirienne, ainsi que dans des institutions de la République notamment au Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel (environ 30%) ;</li> <li>• La contribution à l'augmentation du nombre des femmes candidates aux élections législatives passant ainsi de 105 en 2011 (10,56%) à 328 en 2016 (12,27%) puis à 452 en 2021 (14,54%) et une nette progression des femmes élues (9,2% femmes en 2011, 11,37% en 2016, et 12,59% au sortir de l'élection du 06 mars 2021.) ;</li> <li>• La signature de conventions de partenariat avec des cabinets de recrutement pour faciliter l'employabilité des femmes et des filles en vue de l'opérationnalisation de l'article 37<sup>1</sup> de la constitution du 08 novembre 2016.</li> <li>• La Mise en place du réseau dynamique et solidaire des femmes issues du Compendium dénommé OFC (Organisation des Femmes issues du Compendium) en vue de bénéficier des avantages d'un réseau ;</li> <li>• La création de la Banque d'Amour et de Solidarité Efficace (BASE), instrument stratégique, solidaire et opérationnel qui vise l'investissement de personnes fortes et engagées dans le capital humain ;</li> <li>• Le développement d'un outil d'accélération de la mission Genre et Paix dénommé Communauté Régionale pour l'autonomisation et la Paix (CREA-PAIX), qui permet au COCOFCI d'œuvrer à la promotion de la Paix durable à l'aide d'un leadership communautaire porté par les femmes et les jeunes ;</li> <li>• L'identification par les communautés elles-mêmes de plus de 500 femmes de la région du Gbêkê (Centre de la Côte d'Ivoire) championnes du développement local dont le leadership et l'excellence inspirent respect et reconnaissance.</li> </ul> <p>Ces acquis ont été possibles grâce à de nombreuses campagnes de communication pour le changement des mentalités, à la réalisation de sessions de recherche-action, à des formations, à la sensibilisation, conscientisation et au coaching visant le développement du leadership.</p>
<p><b>Analyse sexospécifique</b></p>	<p>Le COCOFCI s'inscrit dans une dynamique visant le rehaussement du rôle de la femme dans les sphères socioéconomique (insertion professionnelle et autonomisation) et</p>

<sup>1</sup> L'article 37 de la Constitution stipule notamment que « L'État œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi. L'État encourage la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises »

	<p>politique (représentativité dans la gouvernance). En rendant visible et en valorisant les compétences féminines dans divers secteurs d'activité, le COCOFCI permet ainsi d'apprécier et de renforcer la contribution des femmes pour le développement de la Côte d'Ivoire. Ce programme favorise aussi la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes.</p> <p>A ce titre, le COCOFCI a entre autres, joué un rôle majeur dans l'élaboration de la Constitution ivoirienne du 08 novembre 2016 qui consacre la parité entre les femmes et les hommes, contribué à améliorer le nombre de femmes inscrites sur les listes électorales et le taux de femmes qui siègent à l'Assemblée nationale.</p>
<p><b>Caractère innovant</b></p>	<p><b>En quoi le projet est-il novateur ? Ce projet offre une solution créative et inédite à un problème existant, répond à un besoin du public à travers une offre améliorée, fait recours au numérique.</b></p> <p>Par ses stratégies différenciées selon les cibles et basées sur la bonne gouvernance, l'inclusion, l'utilisation des NTIC et la confidentialité des données, le COCOFCI est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>un outil d'aide à la prise de décisions</u></b> qui facilite la disponibilité d'informations sur les femmes avec une base de données dynamique et interactive de plus de 15 000 femmes exploitable à souhait ;</li> <li>- <b><u>un outil de renforcement des capacités</u></b> visant le développement du leadership ;</li> <li>- <b><u>un réseau de promotion professionnelle (emploi, partenariats) et d'opportunités d'affaires pour toutes les femmes</u></b> qui interagit avec des cabinets ministériels et des cabinets de recrutement, des partenaires au développement, et des institutions de financement. Il favorise l'accroissement du portefeuille clients des femmes entrepreneures et révèle des talents.</li> </ul> <p><b><u>Un programme de promotion, de cohésion et de paix</u></b> qui favorise et renforce :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la solidarité et la sororité entre les femmes d'ethnies, de religions et de partis politiques différents ;</li> <li>- le rapprochement entre les différentes communautés qui facilite leur implication dans la gestion du programme ;</li> <li>- la mobilisation des femmes autour d'un idéal commun telle que l'adoption de la nouvelle Constitution ivoirienne pro-paix et pro-genre qui promeut la parité sur le marché de l'emploi (article 37) et les droits politiques des femmes en vue de leur accès aux assemblées élues (article 36 : « État œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues) ;</li> </ul> <p><b><u>un moyen de réduction des inégalités entre les sexes</u></b> qui offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des opportunités afin que tous et toutes jouissent des mêmes droits en vue d'une justice sociale qui s'appuie sur une démarche inclusive ;</li> <li>- des programmes dédiés pour chacune des cibles et qui œuvrent à la promotion d'un dispositif national favorable à la promotion du genre ;</li> </ul> <p><b><u>une solution pour un développement durable et équitable.</u></b> Le Compendium contribue à l'atteinte d'au moins 9 Objectifs de Développement Durable (ODD) sur 17, dont les plus pertinents sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ODD1 : Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde (Autonomisation et entrepreneuriat féminin) ;</li> </ul>

	<p>ODD2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ;</p> <p>ODD4 : Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (Programme de renforcement des capacités au profit des femmes et jeunes filles) ;</p> <p><b>ODD5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ;</b></p> <p>ODD18 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ;</p> <p><b><u>un véritable programme de valorisation des compétences féminines</u></b></p>
<p><b>Leçons apprises /Défis et obstacles</b></p>	<p><b>Leçons à retenir des expériences de cette bonne pratique</b></p> <p>Le COCOFCI doit son succès :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) à la volonté politique affichée du Président de la République de promouvoir les femmes ;</li> <li>(ii) au contexte national favorable ;</li> <li>(iii) à l'expertise de la Chaire UNESCO « Eau femmes et Pouvoir de Décisions » qui est un « think tank » (réservoir de connaissances) ;</li> <li>(iv) au leadership transformationnel et à la vision éclairée de la coordonnatrice nationale ;</li> <li>(v) à La mobilisation des parties prenantes, des partenaires au développement et du secteur privé....</li> </ul> <p><b>Défis et Perspectives:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'appui aux pays intéressés dans la mise en place de leur Compendium des Compétences Féminines</li> <li>- Poursuite du plaidoyer pour une meilleure représentativité des femmes aux postes de décision ;</li> <li>- Gestion de l'information de la plateforme physique et virtuelle ;</li> <li>- Mobilisation des ressources financières nécessaires pour amplifier les résultats du programme ;</li> <li>- Déploiement de la phase 2 du programme étendue sur tout le territoire national ;</li> <li>- Amplification de la chaîne de solidarité de la BASE sur toute l'étendue du territoire ;</li> <li>- Promotion CREA-PAIX afin de permettre aux femmes et aux jeunes filles de jouer pleinement leur rôle dans la préservation de la Paix.</li> </ul>
<p><b>Reproductibilité</b></p>	<p><b>Possibilités et potentiel de reproductibilité de la bonne pratique dans des conditions ou contextes différents, à différentes échelles</b></p> <p>Programme qualifié d'unique en son genre dans le monde par les partenaires au développement, et dont l'expérience est en passe d'être partagée par des pays membres de l'Union Africaine, et au-delà du continent. Le Mali et la Guinée ont effectué des missions en Côte d'Ivoire, respectivement en Avril 2016 et en février 2020 afin de s'imprégner de l'expérience du COCOFCI. Plusieurs autres intentions de partenariat venant du Gabon, du Bénin, du Sénégal, du Zimbabwe, du Cameroun et du Rwanda sont en cours.</p> <p>Programme identifié par le Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD, lors de la première rencontre de coopération Sud-Sud à Addis-Abeba, au nombre des bonnes pratiques pour</p>

	<p>l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en Afrique, il a fait de la Côte d'Ivoire un pays donateur de solution en matière de programme de valorisation des compétences féminines.</p> <p>Le Programme bénéficie en 2021 du soutien de l'OIF.</p>
<p><b>Lien Web de la bonne pratique et documentations produites</b></p>	<p><b>Lien internet ou sites internet axé sur la bonne pratique</b> Vidéos, photos, rapports, fiches, etc.</p> <p><b>ABIDJAN – COCODY RIVIERA 5 FAYA, BOULEVARD MITTERRAND (Route de Bingerville), IMMEUBLE ARMISI 5ème ETAGE</b> <b>BP 641 Cedex 3 ABIDJAN TEL: (225) 27 22 49 78 26 CEL: 07 09 79 73 18 E-mail: <a href="mailto:info@chaireunesco-efpod.org">info@chaireunesco-efpod.org</a></b> <a href="http://www.competencesfeminines.gouv.ci">www.competencesfeminines.gouv.ci</a> ET <a href="http://www.chaireunesco-efpod.org">www.chaireunesco-efpod.org</a></p>